

RCS : ORLEANS
Code greffe : 4502

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ORLEANS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2020 B 01705
Numéro SIREN : 891 946 600
Nom ou dénomination : SEVENTEEN

Ce dépôt a été enregistré le 08/03/2021 sous le numéro de dépôt 1873

SEVENTEEN
Société par actions simplifiée
Au capital de 10 euros
Siège social : 11 rue René Rose ZA Des Pierrelets, 45380 CHAINGY
891 946 600 RCS ORLEANS

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE
DU 26 DECEMBRE 2020

L'an deux mil vingt,
Le vingt-six décembre
A 19 heures

Les associés de la société SEVENTEEN se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire au siège social sur convocation du Président

Conformément aux dispositions statutaires, il a été établi une feuille de présence signée par les associés présents.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Daniel PEREIRA, en sa qualité de Président de la Société.

La feuille de présence permet de constater que les tous les associés sont présents, possèdent dix (10) actions sur les dix (10) actions composant le capital social et ayant le droit de vote.

Le Président de l'Assemblée constate que l'Assemblée Générale est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président de l'Assemblée dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- ✓ la feuille de présence,
- ✓ un exemplaire des statuts de la Société,
- ✓ le rapport du Président,
- ✓ le contrat d'apport conclu le 15 décembre 2020 entre Monsieur Daniel PEREIRA, Apporteur de la totalité des titres de la société VAL DE LOIRE PROMOTION et la société SEVENTEEN, société Bénéficiaire,
- ✓ le rapport de la société AUDIT CONSEIL EXPERTISE, Commissaire aux apports, en date du 17 décembre 2020,
- ✓ le texte des résolutions soumises au vote de l'Assemblée.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Lecture du contrat d'apport du Président, et du rapport du commissaire aux apports,
- Approbation de l'apport consenti à la Société, de son évaluation et de sa rémunération,
- Augmentation du capital social de 99 990 euros par voie d'apport de droits sociaux,
- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital,
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président donne lecture du rapport du Président, du contrat d'apport et du rapport du commissaire aux apports.

Puis le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture :

- ✓ du contrat d'apport en date à CHAINGY du 15 décembre 2020 aux termes duquel Monsieur Daniel PEREIRA fait apport à la société SEVENTEEN de mille (1 000) actions qu'il détient dans la société VAL DE LOIRE PROMOTION, société par actions simplifiée au capital de 10 000 euros, ayant son siège social ZA des Pierrelets 11 rue René Rose 45380 CHAINGY, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 503 585 531 RCS ORLEANS ; lesdites mille (1 000) actions étant évaluées globalement à la somme de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix euros (99 990 €) soit quatre-vingt-dix-neuf euros et quatre-vingt-dix-neuf centimes (99.99 €) pour chacune des actions apportées ;
- ✓ du rapport en date du 17 décembre 2020 de la société AUDIT CONSEIL EXPERTISE (402 851 455 RCS ORLEANS) Commissaire aux apports, désignée à l'unanimité des associés en date du 14 décembre 2020 déposé au Greffe du Tribunal de Commerce d'Orléans le 18 décembre 2020 ;

approuve l'apport total des mille (1 000) actions de la société VAL DE LOIRE PROMOTION aux conditions stipulées à l'acte d'apport et l'évaluation qui en a été faite.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité par l'associée votante,
L'Associé Apporteur également associé de la Société, n'ayant pas pris part au vote.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du contrat d'apport, du rapport du Président, et du rapport du Commissaire aux Apports, déclare approuver dans toutes ses dispositions ledit contrat et décide, à titre de rémunération des apports approuvés au titre de la première résolution, d'augmenter le capital social de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix euros (99 990 €) pour le porter de dix euros (10 €) à cent mille euros (100 000 €) au moyen de la création de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix (99 990) actions nouvelles de un (1) euro chacune, entièrement libérées et attribuées à l'Apporteur, pris en la personne de Monsieur Daniel PEREIRA, en proportion de son apport.

Les quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix (99 990) actions nouvelles de un (1) euro chacune seront dès la date de réalisation définitive de l'augmentation du capital entièrement assimilées aux actions anciennes ; elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales.

Leurs droits aux dividendes s'exerceront pour la première fois sur les bénéfices mis en distribution au titre de l'exercice en cours à cette date de réalisation.

Ces actions seront négociables dès la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale constate, par suite de l'adoption des résolutions qui précèdent, que l'augmentation de capital qui en résulte est définitivement réalisée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, comme conséquence de l'adoption des résolutions précédentes, décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts de la manière suivante :

Article 7 – APPORTS

Il est ajouté l'alinéa suivant :

"Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale en date du 26 décembre 2020, le capital social a été augmenté d'une somme de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix euros (99 990 €) au moyen de l'apport effectué par Monsieur Daniel PEREIRA des mille (1 000) actions détenues dans la société VAL DE LOIRE PROMOTION, société par actions simplifiée au capital de 10 000 euros, ayant son siège social ZA des Pierrelets 11 rue René Rose 45380 CHAINGY, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 503 585 531.

Ledit apport a été rémunéré par l'attribution à l'Apporteur de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix (99 990) actions nouvelles d'une valeur nominale de 1 euro chacune, entièrement libérées et créées par la société SEVENTEEN à titre d'augmentation de son capital pour un montant de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix euros (99 990 €).

Ledit apport a fait l'objet d'un rapport en date du 17 décembre 2020 de la société AUDIT CONSEIL EXPERTISE (402 851 455 RCS ORLEANS) Commissaire aux apports, désignée à l'unanimité des associés en date du 14 décembre 2020 déposé au Greffe du Tribunal de Commerce d'Orléans le 18 décembre 2020 ».

Article 8 - CAPITAL SOCIAL

« Le capital social est fixé à cent mille euros (100 000 €).

Il est divisé en cent mille (100 000) actions de un (1) euro chacune, entièrement libérées et toutes de même catégorie".

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé le Président Associé et l'Associée présente.

Daniel PEREIRA

Aurélien PEREIRA



Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT
ORLEANS 1

Le 19/01/2021 Dossier 2021 00005717, référence 4504P01 2021 A 00255
Enregistrement : 0 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Zero Euro
Montant reçu : Zero Euro

CONTRAT D'APPORT DE TITRES SOCIAUX

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Monsieur Daniel José PEREIRA

Né le 17 mai 1988 à ORLEANS (45000)

De nationalité française

Disposant de la pleine capacité civile

Demeurant 18 A rue de PAU 45380 CHAINGY

Marié à Madame **Aurélie Julie Balbina PEREIRA**

Née **PINHEIRO** le 12 juin 1986 à ST JEAN DE BRAYE (45800)

De nationalité française

Sous le régime de la séparation de biens avec société d'acquêts aux termes d'un contrat de mariage reçu par Maître Cédric PLEAU, Notaire à OLIVET (45160) le 06 juin 2012, préalable à leur union intervenue le 16 juin 2012 à la Mairie de SARAN (45770) ; lequel régime n'a pas fait l'objet de modification depuis lors.

Ci-après dénommé "l'Apporteur",
D'une part,

et

La société

SEVENTEEN

Société par actions simplifiée

Au capital de 10 euros

Dont le siège social est 11 rue René Rose ZA des Pierrelets, 45380 CHAINGY immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'ORLEANS sous le numéro 891 946 600 ;

Représentée par **Monsieur Daniel PEREIRA**, en sa qualité de Président, dûment habilité à l'effet des présentes au terme des décisions unanimes des associés du 15 décembre 2020

Ci-après dénommée "la Société Bénéficiaire",
D'autre part,

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

APPORT

Monsieur Daniel PEREIRA apporte à la société **SEVENTEEN**, sous les garanties ordinaires et de droit, ce qui est accepté pour ladite Société par Monsieur Daniel PEREIRA, ès-qualités, les mille (1 000) actions de dix (10) euros chacune, entièrement libérées, qu'il détient en pleine propriété de la société **VAL DE LOIRE PROMOTION**, société par actions simplifiée au capital de 10 000 euros, ayant son siège social ZA des Pierrelets 11 rue René Rose 45380 CHAINGY, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 503 585 531 RCS ORLEANS.

Lesdites mille (1 000) actions, représentant 100 % du capital social et 100 % des droits de vote de la société **VAL DE LOIRE PROMOTION**, sont évaluées globalement à la somme de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix euros (99 990 €) soit quatre-vingt-dix-neuf euros et quatre-vingt-dix-neuf centimes (99.99 €) pour chacune des actions apportées.

DL

1

AP

PROPRIÉTÉ - JOUISSANCE

La société **SEVENTEEN** sera propriétaire des droits sociaux apportés à compter du jour de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire qui approuvera le présent apport et la réalisation définitive de l'augmentation de son capital. Elle en aura la jouissance à compter rétroactivement du premier jour de l'exercice social en cours.

DÉCLARATIONS

L'Apporteur déclare :

- ✓ qu'il n'a jamais été personnellement en état de cessation de paiements, de redressement ou liquidation judiciaires, et ne fait pas l'objet d'une procédure de règlement amiable,
- ✓ qu'il est propriétaire des mille (1 000) actions apportées et qu'il a la pleine capacité pour en disposer,
- ✓ que les mille (1 000) actions apportées ne sont grevées d'aucune inscription et n'ont fait l'objet d'aucun transfert de garantie,
- ✓ que la société **VAL DE LOIRE PROMOTION** n'a jamais été et n'est pas en état de cessation de paiements, de redressement ou liquidation judiciaires, et ne fait pas l'objet d'une procédure de règlement amiable,
- ✓ que le présent apport des mille (1 000) actions n'aura aucun effet sur la situation juridique de la société **VAL DE LOIRE PROMOTION** et sur ses droits et obligations vis-à-vis des tiers ;
- ✓ qu'il ne peut résulter du présent apport d'actions, aucune violation d'une disposition législative ou réglementaire, d'un accord, d'un engagement, d'un statut de sociétés ou d'une décision quelconque, judiciaire ou autre, ou le droit pour quiconque de résilier un contrat ou un accord auquel la société **VAL DE LOIRE PROMOTION** est partie ou d'en modifier les effets ou de demander le remboursement anticipé d'un prêt ou d'un financement qui lui a été consenti.

RÉMUNÉRATION DE L'APPORT

L'apport ci-dessus décrit évalué à la somme globale de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix euros (99 990 €) soit quatre-vingt-dix-neuf euros et quatre-vingt-dix-neuf centimes (99.99 €) pour chacune des actions apportées est consenti et accepté moyennant l'attribution à Monsieur Daniel PEREIRA de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix (99 990) actions nouvelles d'une valeur nominale de 1 euro chacune, entièrement libérées, à créer par la société **SEVENTEEN** à titre d'augmentation de son capital pour un montant de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix euros (99 990 €).

Les quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix (99 990) actions nouvelles seront dès la date de réalisation définitive de l'augmentation du capital entièrement assimilées aux actions anciennes ; elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales.

Leurs droits aux dividendes s'exerceront pour la première fois sur les bénéfices mis en distribution au titre de l'exercice en cours à cette date de réalisation.

Ces actions seront négociables dès la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

CONDITIONS SUSPENSIVES

L'apport qui précède ne deviendra définitif qu'après réalisation des conditions suivantes :

- ✓ Etablissement d'un rapport d'un commissaire aux apports contenant l'appréciation de la valeur dudit apport et les avantages particuliers éventuels,
- ✓ Approbation de l'évaluation de l'apport et de l'octroi d'avantages particuliers éventuels et constatation de la réalisation de l'augmentation de capital par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés ou par accord unanime des associés constaté dans un acte sous signature privée.

La réalisation de ces conditions devra intervenir au plus tard le 31 janvier 2021 ; à défaut, le présent acte sera considéré comme non avenu, sans indemnité de part ni d'autre.

OPPOSABILITE

L'apport des mille (1 000) actions de la société **VAL DE LOIRE PROMOTION** fera l'objet d'un virement du compte de l'Apporteur à celui de la Société Bénéficiaire dans les livres de la société **VAL DE LOIRE PROMOTION** au jour de la constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital de la société **SEVENTEEN** correspondant à la rémunération dudit apport de titres.

DECLARATIONS FISCALES

Il est rappelé ici en tant que de besoin, que la société **SEVENTEEN** bénéficiaire dudit apport est une société qui est soumise au régime fiscal de l'impôt sur les sociétés (IS) comme l'est également la société **VAL DE LOIRE PROMOTION** dont les titres sont apportés.

Les Parties déclarent que l'opération d'apport bénéficiera du report d'imposition des plus-values réalisées en cas d'apports de titres au profit d'une société soumise à l'impôt sur les sociétés tel que prévu à l'article 150-0 B ter du Code Général des Impôts.

ENREGISTREMENT

Conformément aux dispositions de l'article 810 du Code Général des Impôts, le présent apport donnera lieu à un enregistrement gratis.

FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites sont à la charge de la Société Bénéficiaire, qui s'oblige à les payer.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

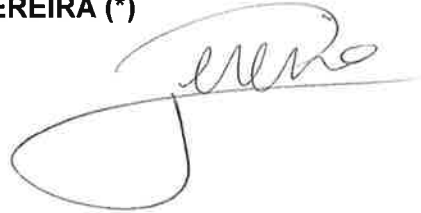
- ✓ l'Apporteur à son domicile indiqué en tête des présentes,
- ✓ la Société Bénéficiaire en son siège social également indiqué en tête des présentes.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les Parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

Fait à CHAINGY
Le 15 décembre 2020
En six (6) exemplaires originaux

Monsieur Daniel PEREIRA (*)



Bon pour apport de mille (1000)
actions en pleine propriété de
la société VAL DE LOIRE PROMOTION.

Monsieur Daniel PEREIRA ()**

Agissant au nom et pour le compte de la société **SEVENTEEN**,
En sa qualité de Président.



Bon pour acceptation
de l'apport de (1000) mille
actions en pleine propriété
de la société VAL DE LOIRE
PROMOTION.

(*) Signature précédée de la mention manuscrite : « Bon pour apport de mille (1 000) actions en pleine propriété de la société VAL DE LOIRE PROMOTION ».

() Signature précédée de la mention manuscrite : « Bon pour acceptation de l'apport de mille (1 000) actions en pleine propriété de la société VAL DE LOIRE PROMOTION ».**

SEVENTEEN
Société par actions simplifiée
Au capital de 10 €
11 rue René ROSE
ZA des Pierrelets
45380 CHAINGY
R.C.S. ORLEANS 891 946 600

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

Mesdames, Messieurs les associés,

En exécution de la mission qui m'a été confiée par les associés de la société SEVENTEEN au terme d'une décision unanime en date du 14 décembre 2020 concernant l'apport d'actions de la société par actions simplifiée VAL DE LOIRE PROMOTION par Monsieur Daniel PEREIRA, à la société par actions simplifiée SEVENTEEN, j'ai établi le présent rapport prévu par l'article L 225-147 du Code de Commerce.

L'actif net apporté a été arrêté dans un contrat d'apport signé le 15 décembre 2020 par l'apporteur et par le représentant légal de la société bénéficiaire. Il m'appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée. A cet effet, j'ai effectué mes diligences selon les Normes de la compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicables à cette mission : ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées, d'une part, à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des actions à émettre par la société bénéficiaire des apports augmentée éventuellement de la prime d'émission.

1/ Présentation de l'opération et description des apports :

1.1.Présentation de l'opération

Présentation de l'apporteur:

Monsieur Daniel PEREIRA est propriétaire de 1 000 actions de la société VAL DE LOIRE PROMOTION, société par actions simplifiée au capital de 10 000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Orléans sous le numéro 503 585 531, dont le siège social est fixé au 11 rue René ROSE ZA des Pierrelets 45380 CHAINGY.

La société VAL DE LOIRE PROMOTION a pour objet social tant en France qu'à l'étranger l'activité d'aménageur foncier et de lotisseur, promotion immobilière, construction et rénovation de tous immeubles, marchand de biens, location d'immeubles et généralement toutes opérations mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social.

Sa durée est de 99 ans, jusqu'au 7 avril 2107.

Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Orléans sous le numéro 503 585 531.

Son capital social s'élève à 10 000 euros et est divisé en 1 000 actions de 10 euros.

Description de l'opération

Cette opération a pour objectif de restructurer l'actionnariat de la société VAL DE LOIRE PROMOTION.

✓

Caractéristique essentielle de l'apport :

La société SEVENTEEN aura la propriété des droits sociaux apportés à compter du jour de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire qui approuvera ledit apport et la réalisation définitive de l'augmentation de son capital social. La société SEVENTEEN en aura la jouissance à compter rétroactivement du premier jour de l'exercice social en cours et qui clôturera le 31 décembre 2020.

La société SEVENTEEN aura en conséquence seule droit à tout dividende, intérêt, produit, remboursement ou droit quelconque, détaché ou mis en distribution sur les actions à elles apportées à compter rétroactivement du premier jour de l'exercice social en cours qui clôturera le 31 décembre 2020.

1.2. Description des apports :

L'apport des 1 000 actions de la société VAL DE LOIRE PROMOTION détenues par Monsieur Daniel PEREIRA, est évalué globalement à 99 990 euros, soit 99,99 euros pour chacune des actions apportées. Cet apport représente la totalité du capital de la société VAL DE LOIRE PROMOTION.

L'apport est consenti, net de tout passif, et moyennant l'attribution à Monsieur Daniel PEREIRA de 99 990 actions au nominal de un euro chacune, de la société SEVENTEEN, à créer par cette dernière lors de l'augmentation de capital.

Ces actions seront intégralement attribuées à Monsieur Daniel PEREIRA.

L'actif net apporté à la société par actions simplifiée SEVENTEEN s'élève donc à 99 990 euros.

2/ Diligences et appréciation de la valeur des apports :

Afin d'apprécier la valeur des apports, j'ai examiné les comptes annuels de la société VAL DE LOIRE PROMOTION établis au 31 décembre 2019 et j'ai examiné la situation comptable établie le 30 septembre 2020 par le cabinet d'expertise comptable IN EXTENSO Orléans Nord, 5-7 avenue des droits de l'Homme 45000 ORLEANS.

J'ai contrôlé les calculs de valorisation au regard de la méthode d'évaluation retenue.

Je n'ai pas d'observation particulière à émettre relative à la situation financière de la société. Cet examen m'a permis de contrôler la réalité des apports transmis à la société SEVENTEEN.

J'ai également vérifié l'absence de faits ou d'événements susceptibles de remettre en cause la valeur des apports de la société VAL DE LOIRE PROMOTION jusqu'à la date de ce rapport.

Sur la base de mes travaux, je conclus donc que la valeur des apports n'est pas surévaluée et, en conséquence, que la valeur des apports est au moins égale à la valeur en nominal des actions à émettre par la société bénéficiaire de l'apport.



Fait à Beaugency, le 17 décembre 2020



Pour la société AUDIT CONSEIL EXPERTISE
Commissaire aux comptes
Bruno VERGRACHT
Président

SEVENTEEN
Société par actions simplifiée
Au capital de 100 000 €
Siège social : 11 rue René Rose ZA Des Pierrelets, 45380 CHAINGY
891 946 600 RCS ORLEANS

STATUTS

POUR COPIE CERTIFIÉE CONFORME



Assemblée Générale Extraordinaire du 26 décembre 2020 : Augmentation du capital social par voie d'apport de droits sociaux.

Article 7- APPORTS - complété et Article 8 – CAPITAL SOCIAL - modifié.

LES SOUSSIGNES :

Pour satisfaire aux dispositions de l'article R 224-2 du Code de commerce, il est précisé que les présents statuts ont été signés par :

Monsieur Daniel José PEREIRA

Né le 17 mai 1988 à ORLEANS (45000)

De nationalité française

Disposant de la pleine capacité civile, n'ayant fait l'objet d'aucune condamnation ou mesure quelconque entraînant interdiction d'administrer, diriger ou contrôler une société ou d'en être associé

Demeurant 18 A rue de PAU 45380 CHAINGY

Marié à Madame **Aurélie Julie Balbina PEREIRA**

Née PINHEIRO le 12 juin 1986 à ST JEAN DE BRAYE (45800)

De nationalité française

Sous le régime de la séparation de biens avec société d'acquêts aux termes d'un contrat de mariage reçu par Maître Cédric PLEAU, Notaire à OLIVET (45160) le 06 juin 2012, préalable à leur union intervenue le 16 juin 2012 à la Mairie de SARAN (45770) ; lequel régime n'a pas fait l'objet de modification depuis lors.

Madame **Aurélie Julie Balbina PEREIRA**

Née PINHEIRO le 12 juin 1986 à ST JEAN DE BRAYE (45800)

De nationalité française

Disposant de la pleine capacité civile, n'ayant fait l'objet d'aucune condamnation ou mesure quelconque entraînant interdiction d'administrer, diriger ou contrôler une société ou d'en être associée

Demeurant 18 A rue de PAU 45380 CHAINGY

Mariée à **Monsieur Daniel José PEREIRA**

Né le 17 mai 1988 à ORLEANS (45000)

De nationalité française

Sous le régime de la séparation de biens avec société d'acquêts aux termes d'un contrat de mariage reçu par Maître Cédric PLEAU, Notaire à OLIVET (45160) le 06 juin 2012, préalable à leur union intervenue le 16 juin 2012 à la Mairie de SARAN (45770) ; lequel régime n'a pas fait l'objet de modification depuis lors.

Les soussignés ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la Forme de la société qu'ils sont convenus de constituer.

TITRE I - FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE SOCIAL - DUREE - EXERCICE SOCIAL

ARTICLE 1 - FORME

La Société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet en France et à l'étranger :

- L'activité de holding et la prise de tous intérêts et de participation par tous moyens, par achat, souscription, apport, fusion et autres de tous biens mobiliers et valeurs mobilières dans toutes entités juridiques avec ou sans personnalité morale ;
- L'acquisition, la gestion et la vente de titres de participations ;
- L'acquisition, la détention et la gestion de tout portefeuille de valeurs mobilières et autres titres de placement ;
- Dans le cadre des activités listées ci-avant, contracter tout emprunt et tout financement nécessaire ;
- La création, l'acquisition, la location, la prise à bail, de tous établissements, bureaux, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;
- Et plus généralement toutes opérations permettant le développement et le maintien de l'objet social ci-dessus défini.

ARTICLE 3 – DENOMINATION SOCIALE

La dénomination de la Société est **SEVENTEEN**.

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement «Société par actions simplifiée» ou des initiales «S.A.S» et de l'indication du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé **11 rue René Rose ZA des Pierrelets 45380 CHAINGY**.

Il peut être transféré par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter de la date d'immatriculation au registre du commerce et des Sociétés, sauf dissolution ou prorogation anticipée.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective extraordinaire des associés.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, les associés doivent être consultés à l'effet de décider si la société doit être prorogée.

A défaut, tout associé peut demander au président du tribunal, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la consultation prévue au deuxième alinéa.

Lorsque la consultation n'a pas eu lieu, le président du tribunal, statuant sur requête à la demande de tout associé dans l'année suivant la date d'expiration de la société, peut constater l'intention des associés de proroger la société et autoriser la consultation à titre de régularisation dans un délai de trois mois, le cas échéant en désignant un mandataire de justice chargé de la provoquer. Si la société est prorogée, les actes conformes à la loi et aux statuts antérieurs à la prorogation sont réputés réguliers et avoir été accomplis par la société ainsi prorogée.

ARTICLE 6 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2021.

TITRE II - APPORTS - CAPITAL SOCIAL – COMPTES-COURANTS

ARTICLE 7 - APPORTS

Les soussignés font les apports en numéraire suivants :

Monsieur Daniel PEREIRA

apporte à la Société

la somme de **neuf euros**, ci..... 9 euros

Madame Aurélie PEREIRA née PINHEIRO

apporte à la Société

la somme de **un euro**, ci..... 1 euro

Montant total des apports en numéraire : **Dix euros** 10 euros.

La somme de **dix euros (10 €)** euros a été **déposée**, dès avant ce jour, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi par la banque Caisse d'Epargne Loire-Centre, Promotion Immobilière Nord, de Saint-Jean-de-la-Ruelle (45140) 12 rue de Maison Rouge.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale en date du 26 décembre 2020, le capital social a été augmenté d'une somme de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix euros (99 990 €) au moyen de l'apport effectué par Monsieur Daniel PEREIRA des mille (1 000) actions détenues dans la société VAL DE LOIRE PROMOTION, société par actions simplifiée au capital de 10 000 euros, ayant son siège social ZA des Pierrelets 11 rue René Rose 45380 CHAINGY, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 503 585 531.

Ledit apport a été rémunéré par l'attribution à l'Apporteur de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix (99 990) actions nouvelles d'une valeur nominale de 1 euro chacune, entièrement libérées et créées par la société SEVENTEEN à titre d'augmentation de son capital pour un montant de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix euros (99 990 €).

Ledit apport a fait l'objet d'un rapport en date du 17 décembre 2020 de la société AUDIT CONSEIL EXPERTISE (402 851 455 RCS ORLEANS) Commissaire aux apports, désignée à l'unanimité des associés en date du 14 décembre 2020 déposé au Greffe du Tribunal de Commerce d'Orléans le 18 décembre 2020 ».

ARTICLE 8 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à cent mille euros (100 000 €).

Il est divisé en cent mille (100 000) actions de un (1) euro chacune, entièrement libérées et toutes de même catégorie.

ARTICLE 9 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés statuant sur le rapport du Président.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis.

Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

ARTICLE 10 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

La Société peut recevoir de ses associés et/ou de son Président, des fonds en dépôt, sous forme d'avances en compte courant.

Les conditions et modalités de ces avances, et notamment leur rémunération et les conditions de retrait sont déterminées d'un commun accord entre l'associé et/ou le Président intéressé(s).

TITRE III – ACTIONS –

ARTICLE 11 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS – USUFRUIT – NUE-PROPRIETE

1 - Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2 - Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-proprétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

Cependant, les titulaires d'actions dont la propriété est démembreée peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote lors des décisions collectives des associés et notamment prévoir, sous réserve du droit, pour l'usufruitier, de voter pour toutes les décisions relatives à l'affectation des résultats, que le droit de vote sera exercé par l'usufruitier pour toutes les décisions autres que l'affectation des résultats.

En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de La Poste faisant foi de la date d'expédition.

Quel que soit le titulaire des droits de vote, le nu-proprétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux décisions collectives. Ils doivent être convoqués à toutes les assemblées et disposent du même droit d'information.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1 - Chaque action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2 - Les associés ne sont responsables des pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des assemblées générales.

3 - Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentant d'un associé ne peuvent requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation. Ils ne peuvent en aucun cas s'immiscer dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en remettre aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

ARTICLE 13 - FORME DES VALEURS MOBILIERES

Les valeurs mobilières émises par la société sont obligatoirement nominatives.

Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

Tout associé peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 14 - LIBERATION DES ACTIONS

1 - Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par l'organe dirigeant en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

2 - A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par l'organe dirigeant, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

TITRE IV - CESSIION - TRANSMISSION –

ARTICLE 15 - DEFINITIONS

Dans le cadre des présents statuts, les soussignés sont convenus des définitions ci-après :

Cession : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en Société, fusion et opération assimilée, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

Action ou Valeur mobilière : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

ARTICLE 16 - TRANSMISSION DES ACTIONS

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

ARTICLE 17 - AGREMENT DES CESSIIONS

1. Les actions ne peuvent être cédées **y compris entre associés** qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité prévue pour les décisions collectives extraordinaires.
2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son l'identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux).

Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

3. Le Président dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au Cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

5. En cas d'agrément, l'associé Cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les trente (30) jours de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

6. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai de trois (3) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé Cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai de trois (3) mois ; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 18 - NULLITE DES CESSIONS D'ACTIONS

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions de l'article « Agrément des cessions », des présents statuts sont nulles.

TITRE V - ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 19 - PRESIDENT DE LA SOCIETE

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non, de la Société.

19-1. Désignation

Le premier Président de la Société est désigné aux termes des présents statuts. Le Président est ensuite désigné par décision collective des associés.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

19-2. Durée des fonctions

Le Président est nommé sans limitation de durée ou pour une durée déterminée.

La révocation du Président ne peut intervenir que pour un motif grave. Elle est prononcée par décision collective unanime des associés autres que le Président. Toute révocation intervenant sans qu'un motif grave soit établi, ouvrira droit à une indemnisation du Président.

Par exception aux dispositions qui précèdent, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- ✓ dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale ;
- ✓ interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

19- 3. Rémunération

La rémunération du Président est fixée par décision collective des associés.

19 - 4. Démission

Le Président peut démissionner de son mandat par lettre recommandée adressée au Président et à tous les associés sous réserve de respecter un préavis de trois (3) mois, lequel pourra être réduit par les associés lors de la décision collective qui statuera sur le remplacement du Président démissionnaire.

19 - 5. Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

Toutefois à titre de règlement intérieur non opposable aux tiers, le Président ne pourra prendre les décisions suivantes qu'après autorisation préalable de la collectivité des associés :

- ✓ acquisition, apport, cession de participations ou de filiales dans toutes sociétés, entreprises ou groupements quelconques ;
- ✓ emprunts sous quelque forme que ce soit d'un montant supérieur à trente mille euros (30 000 €) par opération ;

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 20 - DIRECTEUR GENERAL

20 - 1. Désignation

Le Président peut donner mandat à une personne morale ou à une personne physique de l'assister en qualité de Directeur Général.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci est obligatoirement représentée par son représentant légal.

Le Directeur Général personne physique peut bénéficier d'un Contrat de travail au sein de la Société.

20 - 2. Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonctions, sauf décision contraire des associés, jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Président. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- ✓ dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale.
- ✓ Interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

20 – 3. Rémunération

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son Contrat de travail.

La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général constitue une convention réglementée soumise à la procédure prévue à l'article 21 des statuts.

20 - 4. Démission

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat par lettre recommandée adressée au Président, sous réserve de respecter un préavis de trois (3) mois, lequel pourra être réduit par le Président qui statuera sur le remplacement ou non du Directeur Général démissionnaire.

20 - 5. Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

TITRE VI - CONVENTIONS REGLEMENTEES - COMMISSAIRES AUX COMPTES -

ARTICLE 21 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIES

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, le Président ou le Commissaire aux Comptes, s'il en existe, présente aux associés un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant, son associé unique ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3.

ARTICLE 22 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un ou de Commissaire (s) aux comptes est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements, dans le cadre d'un audit légal classique ou de l'audit légal réservé aux petites entreprises. Elle est facultative dans les autres cas.

ARTICLE 23 - DECISIONS COLLECTIVES OBLIGATOIRES

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- ✓ Transformation de la Société ;
- ✓ Modification du capital social : augmentation (sous réserve des éventuelles délégations qu'elle pourrait consentir, dans les conditions prévues par la loi), amortissement et réduction ;
- ✓ Fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- ✓ Dissolution ;
- ✓ Nomination des Commissaires aux comptes ;
- ✓ Nomination, rémunération, révocation du Président et du Directeur Général
- ✓ Approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;

- ✓ Approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ;
- ✓ Modification des statuts, sauf transfert du siège social ;
- ✓ Nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- ✓ Agrément des cessions d'actions ;
- ✓ Autorisations à donner au Président et visées au 19-5 des présents statuts.

ARTICLE 24 - FORME ET MODALITÉS DES DÉCISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives sont prises, au choix du Président en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous signature privée. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

ARTICLE 25 - CONSULTATION ÉCRITE

En cas de consultation écrite, le Président adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de dix (10) jours à compter de la réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à l'auteur de la consultation par lettre recommandée.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

ARTICLE 26 - ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Les Assemblées Générales sont convoquées, soit par le Président, soit par le Directeur Général, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant cinq pour cent au moins du capital ou à la demande du comité social et économique en cas d'urgence, soit par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe.

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le liquidateur.

La convocation est effectuée par tous procédés de communication écrite huit (8) jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Toutefois, l'Assemblée Générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants, et procéder à leur remplacement.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'Assemblée par un autre associé ou par un tiers justifiant d'un mandat. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite, et notamment par télécopie.

Tout associé peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire établi par la Société et remis aux associés qui en font la demande. Il devra compléter le bulletin, en cochant pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote.

Le défaut de réponse dans le délai indiqué par la convocation vaut abstention totale de l'associé.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2017-1416 du 28 septembre 2017, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Lors de chaque assemblée, le président de séance peut décider de mentionner l'identité de chaque associé, le nombre d'actions et le nombre de droits de vote dont il dispose, dans le procès-verbal ou dans une feuille de présence qu'il certifiera après l'avoir fait émarger par les associés présents et les mandataires.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par le Directeur Général, et en absence de ce dernier, par un associé désigné par l'Assemblée.

ARTICLE 27 - REGLES DE MAJORITE

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Les décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Elles sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles ont pour objet la modification des statuts ou encore les cas prévus par la Loi et les présents statuts.

Elles sont qualifiées d'ordinaires dans tous les autres cas.

Les décisions ordinaires doivent être adoptées par un ou plusieurs associés, présents ou représentés, représentant plus de la moitié (50%) des actions composant le capital social.

Les décisions extraordinaires, à l'exception de celles pour lesquelles l'unanimité est exigée par la loi, doivent être adoptées par un ou plusieurs associés, présents ou représentés, représentant plus des trois quarts (75 %) des actions composant le capital social.

ARTICLE 28 - PROCÈS-VERBAUX DES DÉCISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés et signés par le Président, les associés présents et les mandataires des associés représentés.

Les procès-verbaux doivent indiquer le lieu et la date de la consultation, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et pour chaque résolution le résultat du vote.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 29 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIÉS

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Les rapports établis par le Président doivent être communiqués, aux frais de la Société, aux associés huit (8) jours avant la date de la consultation, ainsi que les comptes annuels.

Les associés peuvent, à toute époque, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, des statuts à jour de la Société ainsi que, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.

30 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et le cas échéant, l'annexe, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que le cas échéant, l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit un rapport de gestion lorsque celui-ci est rendu obligatoire par les textes légaux et réglementaires.

Lorsque la Société est une petite entreprise au sens des articles L. 123-16 et D. 123-200, 2° du Code de commerce, elle est dispensée de l'obligation d'établir un rapport sur la gestion de la Société pendant l'exercice écoulé.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux Comptes de la Société, s'il en existe, dans les conditions légales et réglementaires.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion, s'il est établi, et du rapport du ou des Commissaires aux Comptes, s'il en existe.

ARTICLE 31 - AFFECTATION ET RÉPARTITION DU RÉSULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les associés proportionnellement à leurs droits dans le capital.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 32 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 33 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent

l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 34 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La Société peut se transformer en société d'une autre forme sur décision collective des associés aux conditions fixées par la loi.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

ARTICLE 35 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts, ou à la suite d'une décision collective des associés prise dans les conditions fixées par les présents statuts.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision collective.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible entre les associés.

La collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 36 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE 37 - NOMINATION DU PRESIDENT

Nomination du Président

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts pour une durée indéterminée est :

Monsieur Daniel José PEREIRA
Né le 17 mai 1988 à ORLEANS (45000)
De nationalité française
Demeurant 18 A rue de PAU 45380 CHAINGY

qui déclare accepter les fonctions de Président et déclare, pour lui-même et pour la Société, n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher sa nomination et l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE 38 - ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ EN FORMATION

Conformément à la loi, la Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société, est annexé aux présents statuts.

Cet état a été tenu à la disposition des associés dans les délais légaux à l'adresse prévue du siège social.

La signature des présents statuts emportera reprise de ces engagements par la Société, lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.

Les soussignés donnent mandat à **Monsieur Daniel PEREIRA** à l'effet de passer les actes et de prendre pour le compte de la Société, les engagements suivants :

- ✓ Ouvrir tout compte bancaire de fonctionnement auprès de tout organisme bancaire et plus généralement faire le nécessaire ;
- ✓ Effectuer toutes démarches, négociations nécessaires et utiles pour lancer l'activité de la Société.

Ces engagements seront repris par la Société du seul fait de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Les actes accomplis pour le compte de la Société pendant la période de formation et régulièrement repris par celle-ci seront rattachés au premier exercice social.

ARTICLE 39 - FORMALITÉS DE PUBLICITÉ - POUVOIRS - FRAIS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes pour effectuer l'ensemble des formalités légales relatives à la constitution de la Société et notamment :

- signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- procéder à toutes déclarations auprès du Centre de Formalités des Entreprises compétent ;
- effectuer toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ;
- à cet effet, signer tous actes et pièces, acquitter tous droits et frais, et plus généralement faire tout ce qui sera nécessaire afin de donner à la Société présentement constituée son existence légale en accomplissant toutes autres formalités prescrites par la loi.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes à l'effet d'accomplir l'ensemble des formalités de publicité, de dépôt et autres pour parvenir à l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés.